



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

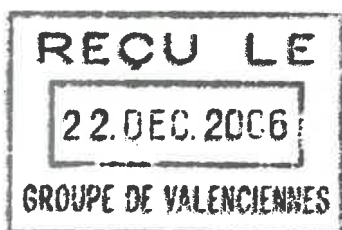
PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BC

Arrêté préfectoral complémentaire à l'encontre de la  
SOCIÉTÉ SAINT GOBAIN GLASS FRANCE en vue de  
modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26  
novembre 2004 autorisant la poursuite des activités de  
son établissement situé à EMERCHICOURT

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
chevalier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite



VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les différentes décisions administratives autorisant la Société SAINT GOBAIN GLASS FRANCE - siège social : Les Miroirs – 18 avenue d'Alsace – 92400 COURBEVOIE - à exploiter ses activités à EMERCHICOURT Usine d'ANICHE 11 boulevard de la République ;

VU le rapport en date du 23 juin 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que compte tenu d'une erreur de frappe survenue lors de la rédaction du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation concernant le premier tableau de l'article 20.3.2 fixant les concentrations maximales autorisées au rejet, il est nécessaire de modifier en conséquence les dispositions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2004 autorisant la poursuite de l'exploitation des activités de l'unité SAINT GOBAIN GLASS France à EMERCHICOURT ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 octobre 2006 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

# ARRETE

## ARTICLE 1 – OBJET

La société SAINT GOBAIN GLASS FRANCE, dont le siège social est situé Résidence Les Miroirs, 18 avenue d'Alsace à COURBEVOIE (92400), est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités de l'établissement qu'elle exploite 11 boulevard de la République – BP 99 – à EMERCHICOURT (59580), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

## ARTICLE 2 – MODIFICATIONS

Les prescriptions de l'article 20.3 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2004 autorisant la poursuite des activités du site d'Emerchicourt sont remplacées par les dispositions suivantes :

### « 20.3. – Valeurs limites de rejet

#### 20.3.1. – Dispositions d'application immédiate

Les effluents atmosphériques canalisés doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :

Concentrations maximales (mg/m <sup>3</sup> )	Fusion	Pyrolyse
Poussières	150	50
SO <sub>2</sub>	1800	100
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	1100	50
CO	100	100
HCl	50	50
HF	5	5
COV	110 <sup>(*)</sup>	110 <sup>(*)</sup>
Métaux lourds (Cr+VI+Pb+Cd+Sb+Ni+Co+Se+V)	5	5

(\*) 20 mg/Nm<sup>3</sup> pour les composés visés par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 relatif à l'industrie du verre

Flux maximum	Fusion		Pyrolyse	
	Flux horaire (kg/h)	Flux spécifique (*) (kg/t verre)	Flux horaire (kg/h)	Flux spécifique (*) (kg/t verre)
Poussières	11	0,35	1	0,2
SO <sub>2</sub>	135	3,6	2	3,6
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	80	2	1	3
CO	7	-	2	-
HCl	3,5	0,175	1	0,175
HF	0,35	0,035	0,1	0,035
COV	1	-	0,4	-
Métaux lourds (Cr+Vl+Pb+Cd+Sb+Ni+Co+Se+V)	0,25	0,035	0,1	0,035

(\*) valeurs à observer si les concentrations maximales définies ci-dessus ne sont pas respectées.

Les valeurs limites de rejet correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273 °K
- pression 101,3 kPa
- 8 % de O<sub>2</sub>

#### 20.3.2. – Dispositions d'application ultérieure

Les dispositions qui suivent sont applicables aux unités susvisées si elles font l'objet d'une reconstruction après le 1<sup>er</sup> janvier 2005, à l'exception des prescriptions relatives aux rejets d'oxydes d'azote, qui ne leur seront applicables que si cette reconstruction n'intervient qu'après le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Le délai maximum d'application des dispositions du présent article est fixé au 1<sup>er</sup> octobre 2007.

Concentrations maximales (mg/m <sup>3</sup> )				Fusion	Pyrolyse
Poussières				30	30
SO <sub>2</sub>	gaz		500	100	
	combustible liquide		1500		
	combustible mixte (combustibles gazeux et liquides), l'énergie du four fournie par le gaz étant	≤ 25 %	1500		
		25 % < ≤ 50 %	1250		
		50 % < ≤ 75 %	1000		
		75 % < ≤ 90 %	750		
	> 90 %		500		
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	four reconstruit après le 01/01/2007		400	50	
	applicable au 01/10/2007 sans reconstruction de four		800		
CO				100	100
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, y compris les chlorures d'étain et de titane (exprimés en HCl)				40	30
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), exprimés en HF				5	5
COV				20	20
Métaux et composés de métaux (sous forme gazeuse et particulaire)	Cd – Hg - Tl	Par métal	0,05	0,05	
		Somme des métaux	0,1	0,1	
	As + Co + Ni + Se		1	1	
	Pb		1	1	
	Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V		5	5	
Formaldéhyde + phénol				20	20
H <sub>2</sub> S				5	5
Amines				5	5
HAP <sup>(*)</sup>				0,1	0,1

(\*) ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

flux spé

Flux horaire maximum (en kg/h)			Fusion	Pyrolyse
<i>Poussières</i>			2,3	0,5
SO <sub>2</sub>	gaz		38	2
	combustible liquide		115	
	(combustibles gazeux et liquides), l'énergie du four fournie par le gaz étant	≤ 25 %	115	
		25 % ≤ 50 %	95	
		50 % ≤ 75 %	75	
		75 % ≤ 90 %	57	
		≥ 90 %	38	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	four reconstruit après le 01/01/2007		30	1
	applicable au 01/10/2007 sans reconstruction de four		60	
CO			7	2
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore, y compris les chlorures d'étain et de titane (exprimés en HCl)			3	0,01
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), exprimés en HF			0,35	0,1
COV			1	0,4
Métaux et composés de métaux (sous forme gazeuse et particulaire)	Cd – Hg – Tl	Par métal	3. 10 <sup>-3</sup>	5. 10 <sup>-4</sup>
		Somme des métaux	5. 10 <sup>-3</sup>	1. 10 <sup>-3</sup>
	As + Co + Ni + Se		5. 10 <sup>-4</sup>	1. 10 <sup>-4</sup>
	Pb		1,5. 10 <sup>-2</sup>	2. 10 <sup>-3</sup>
	Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V		2. 10 <sup>-1</sup>	5. 10 <sup>-2</sup>
Formaldéhyde + phénol			1. 10 <sup>-2</sup>	4. 10 <sup>-1</sup>
H <sub>2</sub> S			1,5. 10 <sup>-1</sup>	5. 10 <sup>-2</sup>
Amines			1. 10 <sup>-1</sup>	5. 10 <sup>-2</sup>
HAP(*)			1. 10 <sup>-4</sup>	1. 10 <sup>-4</sup>

(\*) ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329

Les valeurs limites de rejet de la fusion correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec
- température 273 °K
- pression 101,3 kPa
- 8 % de O<sub>2</sub> »

### ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans\* pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

### ARTICLE 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Valenciennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie conforme sera adressée à :

- Monsieur le maire d'EMERCHICOURT,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'EMERCHICOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 23 NOV. 2006

Le préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT

